



REVUE DE PRESSE

Mardi 2 juillet 2019



■ Un rapport du Sénat dresse un bilan de l'impact de la crise des gilets jaunes sur le commerce
 ■ Une baisse moyenne de 30 % du chiffre d'affaires ■ Paroles de commerçants charentais.

Gilets jaunes: les mauvais comptes des commerces



Au début du mouvement, les gilets jaunes avaient massivement bloqué le centre commercial Auchan à La Couronne.

Photo archives Renaud Joubert

Colin PRADIER
 c.pradier@charentelibre.fr

Des baisses moyennes de 30 % du chiffre d'affaires pendant 6 mois, atteignant 70 % les samedis, chômage technique, non-renouvellement de contrats à durée déterminée, perte considérable de revenus. Rendu jeudi dernier, le rapport du Sénat, porté par la sénatrice LR Évelyne Renaud-Garabedian sur l'impact de la crise des gilets jaunes sur le commerce en France, a de quoi alarmer. Les commerçants charentais, même s'ils disent presque tous avoir été impactés par huit mois de mobilisation des gilets jaunes, s'en sortent plutôt bien. Surtout en comparaison de leurs voisins de Bordeaux, l'un des bastions du

mouvement où l'association des commerçants du centre-ville évoque la fermeture probable de 10 % de des enseignes. Preuve de cet impact relatif sur l'économie charentaise, la part très faible des entreprises charentaises dans les demandes de fonds de soutien. Une aide exceptionnelle de la région Nouvelle-Aquitaine de 2 millions d'euros pour les commerçants ayant constaté une baisse d'activité d'au moins 30 % sur les mois de novembre, décembre et janvier. «Seulement quelques dizaines de dossiers en Charente. Bordeaux et Poitiers ont presque tout aspirés», commente Jean-Marc Jugain de la CCI de la Charente, l'organe qui centralise les demandes. «Le recours au chômage partiel n'a été demandé qu'en de très rares cas», ajoute Véronique

Brouillet, directrice générale de l'Union Patronale de Charente.

Climat anxiogène

Malgré cela, certains commerçants charentais restent amers. Stéphane Leroy, directeur d'Auchan à La Couronne, en tête. «Nous avons perdu 2 % de chiffre d'affaires annuel à cause des blocages. Nous faisons appel, en fin d'année, à une vingtaine de CDD. En 2018, nous n'en avons recruté qu'une petite poignée. Le mouvement n'en finit plus de mourir mais, rien qu'il y a dix jours, les gilets jaunes ont bloqué la N10. Ils étaient aux abords du centre commercial et cela reste anxiogène.» À Cognac, Éric Michaud, vice-président de la Confédération des petites et moyennes entreprises

(CPME) et président de l'association des commerçants, parle d'activité en baisse de 15 à 20 % en centre-ville au plus fort de la crise. «Le pic de la mobilisation, la fin d'année, coïncidait avec la période charnière du commerce pendant laquelle on peut réaliser 45 % de notre chiffre annuel. Pour certains la pile a été dure à avaler. On a dû s'adapter.» Une amertume qui s'accompagne d'une grande incompréhension. Joris Dantony, le président de l'association des commerçants des Halles d'Angoulême, pense que les manifestants se sont trompés de cible. «Ils ont bloqué des commerces parce qu'ils ont une image complètement faussée du patron. Que c'est quelqu'un qui a beaucoup d'argent, qui vole ses salariés. Moi ça fait un an que je n'ai pas pris un week-end, que je

«Le plus dur est à venir»

Evelyne Renaud-Garabedian, la sénatrice et rapporteuse du rapport a répondu à nos questions.

Selon votre rapport, les plus grandes difficultés pour le commerce sont à venir.

Les commerçants ont épuisé toute leur trésorerie. Vont désormais arriver un certain nombre d'échéances: les fournisseurs courants doivent être payés, les impôts courants acquittés auxquels s'ajoutent les reports d'échéances... Nombreux sont ceux qui risquent de mettre la clé sous la porte. Le plus dur est à venir.

Vous épinglez aussi le gouvernement...

Oui, pour l'adaptation des mesures prises pour le commerce. 5,5 millions d'euros pour redynamiser les centres-villes et 17 milliards débloqués pour répondre aux revendications des gilets jaunes. Un sacré contraste.

Vos recommandations?

Un abandon des créances fiscales à l'administration avec "retour à meilleure fortune". L'entreprise rembourse sa dette dès qu'elle se porte mieux. Je propose également la création d'un fonds d'indemnisation national, qui couvrirait les pertes d'exploitation des commerçants. Ils sont en effet rarement couverts par les assurances lorsqu'ils n'ont pas subi de dommages matériels.

me paie quand c'est possible. Leur combat était juste mais ces erreurs ont affaibli le mouvement.» Brice Demezerie est gérant du magasin Giga Fête situé à deux pas du rond-point de la Trache à Châteaubernard, un des fiefs des gilets jaunes cognaçais. Entre le 17 novembre et le 15 janvier, l'entrepreneur a constaté une baisse de 28 % du chiffre d'affaires. L'entreprise qui comptait cinq salariés avant la crise n'en compte plus que trois. «On a fait plusieurs samedis à zéro euro. On paie l'addition encore aujourd'hui. Notre trésorerie en a pris un sacré coup.» L'entrepreneur a l'impression d'avoir été le dindon de la farce: «Avec le recul, je me dis que c'était aberrant. Quel rapport entre 'Macron démission' et venir bloquer des commerçants?»

Dominique Berteau, La Couronne

« Le jaune ne nous réussit pas »



«Le jaune ne nous réussit pas. Le jaune du soleil et celui des gilets nous font pas mal de tort.» Dominique Berteau est responsable de la chocolaterie Jeff de Bruges dans la galerie marchande de La Couronne. En ces jours de canicule, il n'y a pas foule dans sa boutique. La crise des gilets jaunes a particulièrement impacté son activité en fin d'année, au plus

fort du mouvement. «En décembre, on réalise 40 % du chiffre d'affaires annuel et on a connu une baisse de 10 % de l'activité en raison des blocages.» Début novembre, Dominique avait embauché un saisonnier pour le surplus d'activité des fêtes de fin d'année. «On s'est souvent regardé dans le blanc des yeux. La galerie était parfois vide.» Sa boutique est une franchise. Dernièrement, la direction du groupe lui a demandé de réaménager son commerce pour suivre le nouveau concept de la marque. 70 000 euros de travaux à la charge de Dominique. «On a décalé à 2020.»

Amélie Marty, La Couronne

« Le problème, c'est la baisse du pouvoir d'achat »



Quand on demande à Amélie, salariée de Columbus Café à La Couronne, si la mobilisation des gilets jaunes a desservi l'activité du commerce, elle répond du tac-au-tac. «Bien au contraire! Samedi 22 juin, il y avait une manifestation et une chaleur étouffante. J'avais une vingtaine de gilets jaunes qui faisaient la queue pour

m'acheter des boissons. J'appelle pas ça bloquer l'activité.» La jeune femme reconnaît avoir participé au mouvement en fin d'année dernière. Elle a arrêté de défilier mais se sent toujours «gilet jaune dans l'âme». «Les commerçants se plaignent d'une baisse d'activité et mettent ça sur le dos des gilets jaunes mais en réalité, cela fait déjà cinq ou six ans qu'il y a une baisse d'activité dans la galerie. Regardez, on est le deuxième jour des soldes. Vous trouvez qu'il y a du monde? Le vrai problème c'est celui que portent les gilets jaunes: la baisse du pouvoir d'achat.»

Pierre Vivarrat, La Couronne

« Le flux est en baisse de 30 à 40 % »



À l'entrée de son magasin Chaussport, Pierre Vivarrat, le responsable, fait le pied de grue. Un vendeur de la boutique s'approche de lui et pose sa tête sur l'épaule de Pierre en signe d'ennui. «Depuis la fin d'année, nous observons une baisse constante du chiffre d'affaires. 30 % de moins rien qu'en décembre, constate le jeune responsable. Au niveau du flux,

c'est encore pire. Par rapport à l'année dernière, on est en baisse de 30 à 40 %.» Conséquence, un contrat de 24 heures en vente non renouvelé en début d'année. La crise des gilets jaunes n'a pas aidé mais Pierre affirme que les raisons de la chute de l'activité sont multiples. «La canicule, il y a eu les manifestations, les travaux mais surtout il y a la concurrence du commerce en ligne. Tout à l'heure, j'ai un client qui voulait acheter une paire de chaussures. Il a regardé sur internet, il pouvait la trouver 25 % moins cher. Qu'est-ce que je peux répondre à ça?»

Sésame s'ouvre aux e-books

Les 11 médiathèques charentaises qui testent le dispositif Sésame se dotent désormais d'un catalogue de 300 livres numériques.

Amélie BORGNE
a.borgne@charentelibre.fr

En novembre dernier, le Service départemental de la lecture lançait le test de la bibliothèque numérique Sésame dans onze médiathèques de la Charente. Jusqu'ici, cette bibliothèque 2.0 permettait aux adhérents de chacune d'entre elles de consulter des centaines de films, de concerts, de magazines, ou bien d'accéder à des formations (langue étrangère, tutoriels de couture, conseils pour un entretien d'embauche) et à des modules de soutien scolaire. Depuis hier, Sésame continue de s'ouvrir avec le lancement, toujours en phase de test, de son catalogue de livres numériques ou e-books. Celui-ci a été présenté par le Service départemental, aux lecteurs et lectrices de la médiathèque de Vars.

Attirer les jeunes

Trois cents livres numériques, consultables sur des liseuses, des tablettes ou des smartphones, sont donc disponibles aux abonnés de ces médiathèques. Ces derniers pourront en télécharger 10 par mois et les consulter pendant 30 jours, où qu'ils soient et hors connexion. Ce nouveau service a été rendu possible grâce au Prêt numérique en bibliothèque (PNB) lancé par l'État.

«Avant cela, certaines médiathèques



Le Service départemental de la lecture a présenté le catalogue de livres numériques de Sésame au personnel et aux lectrices de la médiathèque de Vars. Photo CL

proposaient déjà des livres numériques à leurs lecteurs, mais ce n'était pas cadré et les éditeurs en étaient frileux, explique Amélie Averlan, responsable du service départemental de la lecture. Mais sur Sésame, chaque éditeur peut fixer des contraintes sur la durée et le nombre de prêts.»

Si les utilisateurs de livres numériques sont encore peu nombreux et sont surtout des gros lecteurs déjà abonnés aux médiathèques, celles-ci espèrent bien, grâce à ce dispositif, attirer les jeunes générations. «On évolue vers une société du tout numérique, donc on anticipe, on s'adapte, et on forme aussi les bi-

bliothécaires sur ces enjeux, poursuit Amélie Averlan. Au début du test de Sésame, on espérait 10 % d'utilisateurs actifs, c'est-à-dire 800 lecteurs. Huit mois plus tard, on en a déjà plus de 1000, avec de bons retours.»

«Nous espérons déployer ce projet dans toute la Charente en janvier 2020», précise Stéphanie Garcia, vice-présidente du conseil départemental en charge de la culture.

Sésame est en test dans les médiathèques de Ruffec, Rouillac, Jarnac, Segonzac, Barbezieux-Saint-Hilaire, Chalais, Villebois-Lavalette, Montbron, Vars, Roumazières-Loubert et Confolens.

La récompense

La fine fleur des apprentis à l'honneur



Les apprentis méritants des campus de Barbezieux et Cognac ont reçu leur diplôme dans le grand salon de la Préfecture.

Photo CL

Cérémonie. Des jeunes qui ont «*l'intelligence de la main*» et qui devront la lier «*à l'intelligence du cœur*», c'est ainsi que Geneviève Brangé, présidente de la Chambre des métiers et de l'artisanat de Charente, a désigné les neuf apprentis méritants issus des campus de Barbezieux et de Cognac.

Ces derniers ont reçu hier, dans le salon de la Préfecture, un diplôme mettant à l'honneur leur savoir être, leur savoir-faire et leurs performances, la plupart ayant participé à des concours régionaux et nationaux des Meilleurs apprentis de France. Comme Quentin Lucas, 19 ans, en 2^e année de CAP charcutier, médaille d'or à la finale nationale des Meilleurs apprentis de France dans sa catégorie, ou Dylann Chiche, 22 ans, en 1^{re} année de brevet professionnel boucher, arrivé 14^e sur 600 au concours pointeur de limousines du Salon de l'agriculture de Paris. Ou

encore Elodie Fernandez, 18 ans, en 2^e année de CAP coiffure, médaille d'or régionale au concours «Un des meilleurs apprentis de France».

«*Nous avons choisi cette année de remettre ces diplômes au sein de la Préfecture, car ce grand salon s'y prête pour mettre à l'honneur le travail accompli par ces apprentis, et notamment la transmission de savoir-faire parfois ancestraux, a affirmé Lionel Lagarde, sous-préfet. C'est une très belle voie d'avenir, et votre réussite est encourageante pour le développement de l'apprentissage.*» François Bonneau, président du Conseil départemental, a rappelé le soutien du Département envers les filières d'apprentissage, en affirmant toutefois que, malgré une prise de conscience ces dernières années, «*la France est en retard sur ce point et ne compte pas assez d'apprentis.*»

Amélie BORGNE

- Après d'importants travaux de rénovation, l'établissement vise les trois étoiles
- Une adresse qui a repris vie en une année, passant de deux à seize salariés.

A Cognac, l'hôtel l'Héritage monte en gamme

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

Les lieux sont méconnaissables. «Ici, c'était ma cuisine», sourit le gérant Amaury Legrand. C'est devenu la salle de bains de l'une des sept nouvelles chambres de L'Héritage. Le plus vieil hôtel de Cognac est en train d'achever sa mue, rue d'Angoulême. Il reste quelques travaux dans les couloirs, l'ascenseur doit encore être posé, mais l'adresse est parée pour la saison touristique. «Toutes les

»
Cognac est en plein essor. Des hôtels qui se rénovent, ça montre un certain dynamisme.



Isabelle Péron et Amaury Legrand ont eux-mêmes choisi la décoration des chambres, des meubles aux tissus.

Photo J. P.

chambres, ainsi que le hall d'accueil, le bar et le restaurant ont été climatisés. On a dû changer une centaine de fenêtres», détaille Amaury Legrand, qui voulait en finir avec la réputation de l'établissement: mal isolé et mal insonor-

risé. «On avait mauvaise presse à cause de ça.» En plus du changement d'humidité et de l'installation de la clim, «on a doublé les parois entre les chambres, posé des plafonds acoustiques», note encore Amaury

Legrand. Voilà qui devrait régler les problèmes. Le quadra a racheté l'établissement en avril 2018, avec Isabelle et Marc Péron, les patrons du François-1^{er}. Leur objectif: monter en gamme, passer de deux à trois étoiles pour «répondre à un besoin».

«Cognac est en plein essor. Des hôtels qui se rénovent, ça montre un certain dynamisme», observe Amaury Legrand, qui avait été séduit par le cachet de l'établissement. «Pour nous, il manquait, à Cognac, un joli trois étoiles. C'était un axe décisionnel dans notre investissement. L'idée étant de proposer une offre complémentaire à celle du François-1^{er}.»

De deux à seize salariés en un an

Les travaux, entamés il y a six mois, ont permis de mettre en valeur le charme de l'adresse, qui est donc passée de 19 chambres à 26. Sept ont été créées dans le logement de 200 m² des anciens pro-

priétaires, au premier étage. Là où le nouveau patron a vécu avec sa femme et leurs quatre enfants à leur arrivée en Charente. «C'était hyper vétuste», dit-il.

Côté déco, «on s'est appuyé sur le savoir-faire du François-1^{er}» dans un esprit «campagne chic». «Avec Isabelle, on a dessiné les meubles, choisi la moquette, les tissus.» Des tons jaune, vert et parme qui rendent les chambres lumineuses. «Tous ces travaux se sont déroulés sans jamais fermer l'établissement. «On a bien veillé à expliquer la situation aux clients», observe Amaury Legrand, à la tête d'une équipe passée de deux à seize salariés en une année.

L'hiver prochain, les neuf dernières chambres seront, à leur tour, rénovées. Deux seront adaptées à l'accueil de personnes handicapées. Une rénovation qui s'accompagne d'une hausse des tarifs. Jusque-là, il fallait compter entre 70 et 90€ pour une nuit. Les nouvelles chambres sont proposées entre 110 et 120 €.

Le chiffre

23 jeunes poules et coqs des Jardins Respectueux de Châteaubernard sont à adopter. L'association l'a annoncé hier sur sa page Facebook: «Ils sont sociables et seront ravis de vous débarrasser de vos restes alimentaires, épluchures et mauvaises herbes. Et pourquoi pas de vous fournir des œufs». À noter que les adoptions sont réservées aux adhérents de l'association (10€ l'adhésion annuelle, puis 10€ la poule, les coqs sont gratuits).



Pour les voir et éventuellement les emporter, se rendre aux Jardins, qui sont ouverts chaque jour à 9h.

AMÉNAGEMENT

L'avenir de l'agglomération s'esquisse ce soir

La communauté d'agglomération de Grand Cognac élabore son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) qui couvrira tout le territoire en 2024. Une réunion publique se tient ce mardi soir à 19h à l'Espace socioculturel Jean-Gombert de Javrezac. Les grandes orientations politiques seront détaillées, en présence du président Jérôme Sourisseau notamment. Ce sera l'occasion d'en prendre connaissance avant le choix précis des zonages et la mise en application du texte.

MUSIQUE

Drums battle aux Abattoirs. La Rock School organise une «drums battle» (concours de percussions) sur le parking à côté du bureau des Abattoirs mercredi à partir de 21h. Ce concert, autour du jeu de batterie, est proposé par des groupes de tous âges. Tarif: 3 €.

«Ca rééquilibre la balance»

Depuis la fermeture du Domaine du Breuil en tout début d'année, Cognac ne compte plus que trois hôtels à trois étoiles: le Quai des Pontis, qui propose à Saint-Jacques des hébergements insolites (lodges, roulottes, cabanes sur pilotis), le Valois, près de l'office de tourisme, et l'Ibis de la rue Elisée-Mousnier. Celui de Châteaubernard en compte également trois. Mais la majorité des établissements cognaçais n'en possède que deux. Dans l'offre haut de gamme, le François-1^{er} et l'Yeuse affichent quatre étoiles, les Chais

Monnet cinq. La montée en gamme de L'Héritage, qui reçoit essentiellement une clientèle d'affaires, permettrait de «rééquilibrer la balance», observe Pamela Briaud, adjointe de direction à l'office de tourisme. «C'est un établissement historique. À la base, le produit est déjà très beau.» Elle précise toutefois que les touristes qui les contactent «demandent davantage les tarifs que les étoiles. Ils cherchent surtout un prix attractif. On a l'avantage, à Cognac, d'avoir du standard et du charme.»

Le chiffre

47,6

En millions d'euros (47 695 937€ précisément), c'est le poids économique annuel du tourisme sur le territoire de l'agglomération en 2018, selon Cognac Tourisme. Une estimation calculée sur des critères établis par la profession (remplissage hôtel, budget moyen dépensé par les touristes...), en hausse de près de 500 000€ par rapport à 2017. Et que Cognac Tourisme espère bien voir passer la barre des 50M€ en 2019.

L'édition limitée Hennessy en mode graphique

Après Vhils, la Maison au bras armé a confié à l'artiste argentin du street art, Felipe Pantone, l'habillage de son VS. Plus contemporain.



L'artiste, dont l'une des particularités est de ne jamais révéler son visage, devant son œuvre «W-3 Dimensional Three Stars», disponible depuis hier chez les cavistes partenaires de l'entreprise et en boutique.

Photo Jean-Marc LUBRANO/Hennessy

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

Couleurs pétantes, motifs géométriques, jeux de lignes blanches sur fond noir, damier, éclair polychrome et étoiles multicolores, le tout pour un effet optique 3D réussi qui devrait ravir les collectionneurs. Après Vhils l'an dernier et avant lui JonOne, Scott Campbell ou encore Shepard Fairey, la maison Hennessy a confié à Felipe Pantone le soin de personnaliser son édition limitée 2019 very spécial (VS). Cette nouvelle collaboration vient enrichir la série de cette édition confiée chaque année à des artistes urbains et contemporains de renommée internationale, avec pour objectif de «réinventer l'univers de Hennessy VS», indi-

que l'entreprise qui, à travers le choix de cet artiste natif d'Argentine dont l'une des particularités est de ne jamais révéler son visage, a voulu cette fois habiller sa bouteille «d'un univers graphique, dynamique et contemporain.» Disponible en avant-première à la boutique, sur les quais de Cognac depuis une semaine, elle l'est aussi depuis hier chez les cavistes partenaires (1).

Initiation mixologie dans l'univers Pantone

Intitulée «W-3 Dimensional Three Stars», cette œuvre à l'intersection de la typographie vintage, de l'art optique et de l'art cinématique, a été inspirée comme les précédentes par l'histoire du cognac maison. Et reprend le motif

des trois étoiles avec cet éclair: élément propre à l'artiste, «symbole de la vitesse à l'ère digitale.» En parallèle, Hennessy propose aux visiteurs une initiation à la mixologie à travers un atelier cocktail, à Cognac, durant la saison estivale. Un espace éphémère qui reprend les codes graphiques de Felipe Pantone, au cours duquel, accompagnés d'un mixologiste, chacun pourra découvrir cet art à travers deux créations proposées dans le cadre de cette collaboration, le «Hennessy VS Ginger Mint Punch» et le «Hennessy VS Apricot Sour» (2).

(1) Prix de vente indicatif: 35€.

(2) L'atelier peut accueillir jusqu'à 16 personnes (25 €, inscriptions en ligne sur <https://lesvisites.hennessy.com/>)

■ CHÂTEAUBERNARD

Grande vente d'été à Emmaüs Cognac. La communauté Emmaüs organise une grande vente d'été avec animation musicale ce vendredi 5 juillet, de 14h à 17h30, et samedi 6 juillet, de 10h à 17h30, dans ses nouveaux locaux situés au 77bis, avenue d'Angoulême. À noter que pour les besoins du déménagement de l'ancienne salle des ventes vers le nouveau site, il n'y aura pas de vente mercredi 3 juillet.

Permanence du Cidvat mercredi à Châteaubernard. Le Collectif interprofessionnel pour la défense des victimes de l'amiante et du travail (Cidvat) tient une permanence ce mercredi 3 juillet de 15h à 18h, à la salle Jean-Tardif. À noter que le public pourra également bénéficier de l'aide des bénévoles le troisième mardi de chaque mois de 17h à 19h, c'est-à-dire le mardi 16 juillet. Contact au 06 13 35 44 01.

Conseil municipal. Le conseil municipal se réunira le mercredi 3 juillet à 18h30, à la mairie. À l'ordre du jour: attribution de subventions associatives, information sur l'attribution du marché lié à l'entretien de la voirie communale, avis sur les demandes d'autorisation de stockage d'eaux-de-vie présentées par la SAS Distillerie de la Tour et la société ORECO, acquisitions de terrains, décision modificative n°2, questions diverses.

Sur le green Les golfeurs de tout le pays ont vu double à Saint-Brice



Le Trophée de l'huître et du cognac symbolise les deux départements. Il était ouvert, pour la deuxième année, à des équipes de deux personnes. Photo CL

L'association des Golfs des 2 Charentes, qui regroupe six greens des deux départements, a organisé samedi la finale du Trophée de l'huître et du cognac, à Saint-Brice. Cette compétition par équipe de deux est d'envergure nationale et a rassemblé 168 joueurs de toute la France. Elle est basée sur le sport mais aussi sur la découverte des beautés de Charente-

Maritime. Après trois jours de qualification sur les greens d'Oléron, Royan, La Rochelle, Saintes et Angoulême, Thomas Lagarde d'Oléron et Philippe Demauregard de Massy ont remporté le classement net (avec prise en compte du handicap), tandis que Léo Cuervo et Pascal Halley, de Saintes (sur la photo), ont remporté le trophée dans la catégorie brut (sans handicap).

Bréville conserve son école dans la joie... et l'urgence

Le revirement de l'État permet d'envisager un fonctionnement jusqu'en 2022, estime le maire Mehdi Kalai, ravi. Mais l'annonce tardive oblige la commune à précipiter la prochaine rentrée.

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

Le fait du prince peut avoir du bon, ce n'est pas à Bréville qu'on dira le contraire. En avril, lors du discours de clôture du Grand débat national, le président Macron a promis qu'il n'y aurait « aucune fermeture d'école sans l'accord du maire [concerné] d'ici 2022 ». Dans la bourgade de 480 âmes, l'espoir s'est réveillé aussitôt. Après six mois de négociations chiffrées et argumentées avec l'Académie, la fin de l'école communale avait été actée en février (lire CL du 5 mars), tout comme celle du regroupement pédagogique que formaient Bréville et Sainte-Sévère depuis 1978. « On croyait que c'était perdu », pensait le maire, Mehdi Kalai, jusqu'au revirement macronien. L'espoir s'est concrétisé la semaine dernière avec l'annonce officielle du maintien de l'école (lire CL de mercredi). « C'est une très bonne nouvelle, j'avais pris le sujet à bras-le-corps et je suis heureux de ce dénouement », ne boude pas le maire, qui entrevoit déjà l'organisation scolaire de l'an prochain. A priori, les élèves de maternelle domiciliés à Bréville iront à Sainte-Sévère. Comme au-



En janvier, élus et parents avaient levé la voix pour s'opposer à la fermeture. En vain, croyaient-ils.

Archive Gilles BIOLLEY

Un peu court pour préparer une rentrée.

paravant, malgré la dissolution du regroupement pédagogique entre les deux communes. Tandis que les 9 écoliers élémentaires de Bréville resteront chez eux au lieu de se rendre à Cherves-Richemont. Ils étudieront dans une classe unique étalonnée du CP au CM1 (il n'y a pas d'écolier de CM2 au village), ce qui devrait favoriser les apprentissages individualisés. « Il y a des parents qui cherchent des enseignements adaptés, qu'ils

s'installent à Bréville », sourit Mehdi Kalai, qui ne voit qu'un inconvénient à tout cela. « J'avais exprimé au Président ma volonté de conserver l'école en avril et nous n'avons appris son maintien que le 19 juin. Je le regrette: ça fait un délai un peu court pour préparer une rentrée. »

Pas de quoi cracher dans la soupe, puisqu'avec la promesse présidentielle et les perspectives d'inscriptions au CP, « on devrait être tranquille jusqu'en 2022 ». L'élus songe à profiter du répit pour relancer une politique de logement. Le projet de lotissement en sortie de bourg initié en 2008 pourrait ainsi renaître, après avoir été enterré au fil des conflits internes qu'a connus Bréville entre 2008 et 2014 (trois maires s'étaient succédé en trois ans).

À Ars-Gimeux, c'est moins une

Il ne manque qu'un élève au regroupement pédagogique (RPI) d'Ars-Gimeux pour obtenir l'ouverture d'une cinquième classe. « L'Académie nous dit qu'il y aura un comptage à la rentrée et que ça pourrait se faire dans la foulée », indique Sylvie Auguin, présidente du syndicat scolaire et adjointe à la mairie d'Ars. Actuellement, le RPI compte 107 élèves de la maternelle au CM2, répartis dans les deux écoles communales. « Avec 108 élèves, nous en aurions 27 en moyenne par classe », calcule Sylvie Auguin. Soit le seuil retenu par l'État pour l'ouverture d'une nouvelle

classe. Résultat: tout en espérant ne pas apprendre de départ surprise, les maires des deux communes surveillent de très près, en ce moment, le registre des inscriptions. Car une ouverture signifierait des moyens supplémentaires (de nettoyage, par exemple) qu'il faudra trouver de suite.

Le RPI d'Ars-Gimeux est toutefois habitué à de telles adaptations, à cause de sa taille (entre 100 et 110 élèves selon les années) coincée entre deux seuils de l'Éducation nationale. En 2016, une classe avait ainsi été supprimée en raison d'un manque d'effectifs.

UE: cinq «top jobs» toujours à pourvoir

Qui pour occuper les plus hautes fonctions de l'UE? C'était la troisième fois dimanche depuis les élections de mai que les 28 responsables européens se retrouvaient pour décider de la succession du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Le Luxembourgeois quittera ses fonctions le 31 octobre. Faute de résultat concret, le sommet a toutefois été suspendu après une vingtaine d'heures de discussions tous azimuts, qui ont duré toute la nuit de dimanche à lundi. Les tractations doivent reprendre à Bruxelles aujourd'hui. «On a été à un moment très proche d'un accord», a affirmé Emmanuel Macron hier, après une vingtaine d'heures de discussions tous azimuts, qui ont duré toute la nuit de dimanche à lundi. La chancelière allemande Angela Merkel s'est montrée prudemment optimiste sur les chances d'arriver à un compromis aujourd'hui, tout en reconnaissant

■ Le sommet joue les prolongations à Bruxelles ■ Faute de compromis sur les postes clés, les tractations reprennent aujourd'hui.

que les discussions étaient compliquées. «Il faut laisser reposer les choses», a-t-elle dit. La dernière option sur la table, soutenue par Berlin et Paris, prévoyait d'attribuer la présidence de la Commission européenne au social-démocrate néerlandais Frans Timmermans. L'Allemand Manfred Weber, candidat du Parti populaire européen (PPE, droite, premier parti politique au Conseil

et au Parlement européens) à la présidence de la Commission, avait accepté de renoncer à ce poste, pour se contenter d'un lot de consolation: la présidence du Parlement européen dont l'élection est prévue demain.

La droite tient la clé de ces nominations

Le compromis prévoyait aussi l'attribution de la présidence du Conseil à un membre du PPE, en la personne de la Bulgare Kristalina Georgieva, directrice générale de la Banque mondiale. Mais selon le Premier ministre bulgare Boyko Borissov, les libéraux bloqueraient cette candidate. Ils voudraient en effet garder ce poste pour eux et proposeraient au PPE le poste de chef de la diplomatie européenne, qui est de moindre importance. Selon une autre source, il avait été également envisagé de nommer un libéral à ce dernier poste, soit le Belge Charles Michel, soit la Danoise Margrethe Vestager. Une au-



La succession du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, est la pièce maîtresse du puzzle des nominations. Photo AFP

tre source avait aussi évoqué la possibilité de nommer cette dernière, actuellement commissaire européenne à la Concurrence, première vice-présidente à la Commission, aux côtés de Timmermans. La présidence du Parlement européen pourrait être partagée entre le PPE (Parti Populaire Européen, droite) et les libéraux. Après deux ans et demi, Manfred Weber pourrait laisser la place à un libéral,

éventuellement l'ex-Premier ministre belge Guy Verhofstadt. La droite tient la clé de ces nominations. Aucune solution ne peut être avalisée sans le soutien de cette famille politique. «C'est incroyablement compliqué. On se retrouve avec trois familles politiques divisées, et non plus deux. Il y a maints intérêts différents», constate le Premier ministre néerlandais libéral Mark Rutte.

Le président de la Commission

Poste. Il pilote la Commission européenne, l'organe exécutif de l'UE, qui détient le quasi-monopole de l'initiative législative. Elle est chargée de l'application des lois et veille au respect des traités.
Prérogatives. Il a sous sa direction un collège composé de 27 commissaires (26 après le départ du Royaume-Uni de l'UE), un par État membre en plus du président. Ce collège couvre les champs de compétence de l'UE, des affaires économiques à la justice en passant par la concurrence, l'agriculture, l'énergie ou le numérique.
Mandat. Cinq ans, renouvelable une fois.

Le président du Conseil

Poste. Il dirige le Conseil européen, cénacle des chefs d'État et de gouvernement de l'UE chargé de définir les orientations de l'Union et de lui donner l'impulsion politique.
Prérogatives. Le poste de président permanent existe seulement depuis 2009: il est avant tout chargé de trouver un consensus entre les 28 (ou 27 après le départ du Royaume-Uni) dirigeants européens. Chef d'orchestre des sommets européens, il coordonne et préside ses travaux. Il représente l'UE à l'étranger avec le président de la Commission.
Mandat. Deux ans et demi, renouvelable une fois.

Le chef de la diplomatie

Poste. Le poste de «Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité» a été créé il y a dix ans. Il a pour rôle de coordonner la politique extérieure et de défense de l'UE, une tâche délicate face aux États membres.
Prérogatives. Le Haut représentant est à la fois membre de la Commission européenne, dont il est vice-président, et du Conseil puisqu'il préside les réunions des ministres des Affaires étrangères et assiste aux sommets des chefs d'État ou de gouvernement.
Mandat. Cinq ans.

Le président du Parlement

Poste. Le président du Parlement européen dirige l'ensemble des travaux de cette institution, élue directement par les citoyens de l'Union depuis 1979.
Prérogatives. Il veille au respect des procédures et signe le budget et les lois de l'UE. Les pouvoirs de cette institution ont été peu à peu renforcés: plus de 40 nouveaux domaines (l'agriculture, la sécurité énergétique, l'immigration, la justice, la santé, les fonds structurels...) sont tombés dans le champ de la procédure dite de «codécision», qui met le Parlement sur un pied d'égalité avec le Conseil.
Mandat. Deux ans et demi, renouvelable.

Le président de la BCE

Poste. Celui qu'on désigne comme l'«homme fort de l'euro» élabore et met en œuvre la politique monétaire influant sur le quotidien de plus de 340 millions de citoyens de l'UE.
Prérogatives. Sa présidence s'exerce tant sur le directoire de six membres de l'institut monétaire que sur le conseil des gouverneurs, élargi aux 19 gouverneurs de banques centrales nationales de la zone euro. La voix du président est prépondérante au moment de décider de la montée ou la baisse des taux d'intérêt et sur d'autres outils de soutien à l'économie.
Mandat. Huit ans.

Cet après-midi



Un ciel changeant

Le temps reste chaud et parfois lourd, avec un soleil qui se montre généreux au Nord, et un peu plus contrarié par des passages nuageux en allant vers le Sud.

Mercredi



Jeudi



Vendredi



Samedi



Dimanche



Lundi



HIER

	Mini	16h
Angoulême	19°	26°

État des lieux d'une Europe sans majorité

POLITIQUE C'est aujourd'hui la rentrée pour les députés européens élus les 23 et 26 mai dernier, l'occasion de dresser le portrait d'un Parlement désormais privé de majorité

Bruno Dive, rédaction parisienne
bdive@sudouest.fr

Tandis que chefs d'État et de gouvernement européens peinent à sortir de leurs conciliabules, il y a au moins une certitude sur le Vieux Continent : c'est ce matin, à Strasbourg, jour de rentrée pour les 751 députés européens élus les 23 et 26 mai derniers. Ils éliront demain leur nouveau président.

1 Quel président pour le Parlement européen ?

Séparation des pouvoirs oblige, les députés sont libres d'élire qui bon leur semble. Mais l'Europe est affaiblie de compromis, et le nom de l'heureux élu dépendra du choix qu'auront fait les chefs d'État pour les autres postes (Commission, Conseil, BCE...). Le temps du compromis entre les deux géants, PPE (conservateurs) et PSE (sociaux-démocrates), qui se répartissaient la présidence du Parlement en deux mandats de deux ans et demi chacun, est en tout cas révolu, puisqu'ils n'ont plus la majorité absolue à eux seuls. Les forces montantes,

Renaissance européenne (où siègent les macronistes) et les Verts, auront leur mot à dire et veulent leur part du gâteau. Le libéral belge Guy Verhofstadt se verrait bien au

Pour compter au Parlement européen, il ne suffit pas d'être nombreux, il faut ne pas être dispersé

« Perchoir » strasbourgeois. Mais il se murmure, hier, que ce poste pourrait aussi servir de lot de consolation pour le conservateur bavarois Manfred Weber ou pour le socialiste néerlandais Frans Timmermans,

2 Des Anglais de passage, en attendant le Brexit

qui ont vu s'envoler leur rêve de présider la Commission européenne. À partir du 1^{er} novembre en principe, et si le Brexit a bien lieu, il n'y aura plus que 705 députés européens. Les 73 Britanniques rendront leur mandat, 46 sièges seront gelés en cas d'élargissement de l'UE et 27 seront redistribués aux autres pays membres, dont

cinq sièges pour les Français. De 74 à siéger aujourd'hui, les Français passeront ainsi à 79, ce qui permettra à La République en marche de faire jeu égal avec le RN (23 sièges), de même pour le PS avec La France insoumise (six sièges). Les écologistes passeront à 13 sièges ; seuls les Républicains resteront à huit.

3 Les Français vont-ils réussir à peser ?

Pour compter au Parlement européen, il ne suffit pas d'être nombreux, il faut ne pas être dispersé entre un trop grand nombre de groupes, et peser au sein de ces groupes, surtout s'ils font partie de l'arc majoritaire (désormais : le PPE et le PSE, Renaissance et les Verts). C'est ainsi que les Italiens, surreprésentés à l'extrême droite (la Ligue) ou chez les non-inscrits (Le Mouvement 5 étoiles) seront marginalisés dans le nouveau Parlement. Côté français, les macronistes sont les mieux armés : ils forment en nombre la 7^e délégation et représentent à eux seuls 1/5^e du groupe central Renaissance... dont la présidence leur a cependant échappé à cause des mal-



Hier, le président Macron est sorti en colère de ce non-accord et l'a exprimé aux micros des médias. PHOTO GEOFFROY VAN DER HASSELT/AFP

adresses de Nathalie Loiseau. Europe Écologie représente, par ailleurs, la deuxième délégation au sein du groupe Vert, derrière les Grünen allemands. Républicains et socialistes sont, en revanche, autant marginalisés à Strasbourg qu'à Paris. Au sein des groupes PPE et PSE, les équilibres régionaux évoluent aussi. Les sociaux-démocra-

tes allemands, jadis si puissants, ne sont plus que 16 dans un groupe de 154 députés désormais dominé par l'Europe du sud (20 socialistes espagnols, 19 démocrates italiens et 10 socialistes portugais). Côté conservateurs, les 29 chrétiens-démocrates allemands forment toujours la première délégation au Parlement eu-

ropéen, mais ils ont perdu de leur superbe. Les 22 Polonais de la Plateforme civique sont presque aussi nombreux qu'eux !

Et l'extrême droite dans tout ça ? Les différentes forces populistes n'ont pas réussi à s'unir dans un seul groupe : trop de divergences, sur la Russie ou sur l'immigration. L'auraient-elles fait qu'elles auraient constitué la quatrième force européenne avec un groupe de 116 députés, et possédé une réelle

capacité de nuisance. Seuls le RN français, la Ligue italienne et l'AFD allemande, pour ne citer que les principaux, vont constituer un groupe, les autres siégeant parmi les non-inscrits. Grande première cependant : les autres partis les ont admis dans la répartition des postes. C'est ainsi que l'extrême droite devrait pour la première fois présider au moins une commission ou obtenir une vice-présidence du Parlement européen.

Pourquoi les 28 leaders européens ne trouvent pas de successeur à Juncker

Le sommet des dirigeants européens sur le partage des postes de pouvoir de l'UE a été suspendu jusqu'à aujourd'hui, faute de résultat concret, et ce, malgré une nuit blanche. Voici les raisons de cet échec

1 Un système confédéral en orbite gravitationnel

L'Europe n'est pas un État ni un dispositif figé. C'est une union de pays et de peuples qui évolue au gré des élections, nationales ou européennes, et des ambitions des uns et des autres. Nommer les têtes de ce système confédéral en orbite gravitationnel oblige à un accord quasi parfait à la fois entre les 28 chefs d'État ou de gouvernement, réunis au sein du Conseil européen, et une majorité absolue des 751 députés, élus au Parlement européen. Difficile.

2 La scène politique n'a plus de leadership

Les différentes élections nationales comme européennes n'ont donné de majorité claire dans aucune des deux instances. Il est terminé le temps où un seul groupe (les chrétiens-démocrates à droite), voire deux (avec les socialistes à gauche) dominaient la scène politique. Ainsi, au Conseil européen, la droite a neuf sièges, la gauche a huit sièges, le centre libéral (dont fait partie Emmanuel Macron) a sept sièges (huit si on compte l'Autriche) et les conservateurs eurosceptiques ont trois sièges. Alliés à d'autres pays de l'Est, ces derniers forment un groupe qui s'oppose à quasiment tout. Pour avoir un accord, il faut



Le Luxembourgeois quittera ses fonctions le 31 octobre. AFP

que les quatre groupes soient plus ou moins d'accord. Compliqué.

3 Une dizaine de postes sont en jeu

Il n'y a pas un poste en jeu, mais plusieurs, nommés selon des modes différents : le président de la Commission européenne est élu pour cinq ans à la fois par le Conseil européen et le Parlement. Idem pour le chef de la diplomatie européenne (le Haut repré-

sentant). Tandis que le président du Conseil européen est élu pour deux ans et demi (renouvelable une fois) seulement par celui-ci. Et le président du Parlement européen est élu uniquement par les députés pour cinq ans (ou deux ans et demi si on coupe la poire en deux). À ceux-là, on peut ajouter le poste de chef de la Banque centrale européenne ou les vice-présidents de la Commission. En tout, une dizaine de postes à répartir (lire ci-dessous)

4 De la parité et de la légitimité à tous les étages

Dans cet attelage, il faut des hommes et des femmes, des représentants de petits et grands pays, des gens du sud ou latins, de la zone centre germanique et des pays de l'Est. Un équilibre d'autant plus subtil que ces personnalités, doivent être légitimes, compétentes, expérimentées, proeuropéennes, exemptes de tout reproche au plan judiciaire... et disponibles. Pas évident.

5 Les egos et les agendas cachés de chacun

Certains dirigeants négocient, en fait, non pas pour leur pays, mais pour eux-mêmes. Des ambitions personnelles qu'Emmanuel Macron a dénoncées, fustigeant ces « réunions trop longues qui ne mènent à rien » et « des heures passées en palabres [...] sans jamais se décider ». Au final, c'est l'Europe qui sort abîmée. Cela ne la rend « pas crédible au plan international » a souligné le président français, visiblement furieux.

Nicolas Gros-Verheyde, à Bruxelles

« On ne peut pas avoir un monde de plus en plus violent sur les sujets géopolitiques, climatiques, des démocraties libérales qui émergent et, nous, être un club de 28 qui se réunit sans jamais se décider, soyons sérieux !

Emmanuel Macron

Les discussions sont compliquées [...] il faut espérer qu'avec de la bonne volonté, un compromis sera faisable

Angela Merkel

Que sont ces cinq postes à pourvoir ? Voici leur descriptif

Président de la Commission. Il pilote la Commission européenne, l'organe exécutif de l'UE, qui détient le quasi-monopole de l'initiative législative, est chargée de l'application des lois et veille au respect des traités. Il a sous sa direction un collège composé de 27 commissaires (ils ne seront plus que 26 avec le départ du Royaume-Uni de l'UE), un par État membre en plus du président. Ce collège couvre les champs de compétence de l'UE, des affaires économiques à la justice en passant par la concurrence, l'agriculture, l'énergie ou le numérique.

Président du Conseil. Il dirige le Conseil européen, cénacle des chefs d'État et de gouvernement de l'UE chargé de définir les orientations de l'Union et de lui donner l'impulsion

politique. Le poste de président permanent existe seulement depuis 2009 : il est avant tout chargé de trouver un consensus entre les 28 (ou 27 après le départ du Royaume-Uni) dirigeants européens. Chef d'orchestre des sommets européens (qui réunissent les dirigeants généralement à Bruxelles), il coordonne et préside ses travaux. Il représente l'UE à l'étranger avec le président de la Commission.

Chef de la diplomatie européenne. Le poste de « Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité » a été créé il y a dix ans. Il a pour rôle de coordonner la politique extérieure et de défense de l'UE, une tâche délicate face aux États membres. Le Haut représentant est à la fois membre de la Commission européenne, dont il est vice-président, et du Conseil puisqu'il préside les réunions des

ministres des Affaires étrangères et assiste aux sommets des chefs d'État ou de gouvernement.

Président du Parlement européen. Le président du Parlement européen dirige l'ensemble des travaux de cette institution, élue directement par les citoyens de l'Union depuis 1979. Il représente le Parlement vis-à-vis du monde extérieur et dans ses relations avec les autres institutions de l'Union, siège aux séances plénières, veille au respect des procédures et signe le budget et les lois de l'UE.

Les pouvoirs de cette institution ont été progressivement renforcés. Plus de 40 nouveaux domaines sont tombés dans le champ de la procédure dite de « codécision », qui met le Parlement sur un pied d'égalité avec le Conseil.

Président de la BCE. Le président de



Mario Draghi est l'actuel président de la BCE. ARCH/LAPP

la Banque centrale européenne occupe un mandat unique de huit ans, pendant lequel celui qu'on désigne comme l'« homme fort de l'euro » élabore et met en œuvre la politique monétaire influant sur le quotidien de plus de 340 millions de citoyens de l'UE.

De Rugby veut mieux protéger et partager l'eau

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE Afin de mieux préserver et économiser l'eau douce disponible en France : le ministre a présenté, hier, une série de mesures

Selon le ministère de la Transition écologique, le débit moyen des cours d'eau français devrait diminuer de 10 à 40 % à l'horizon 2050-2070 comparé à aujourd'hui. Plusieurs mesures ont donc été présentées, hier, pour préserver cette ressource.

Les collectivités pourront faire varier les tarifs en fonction de la consommation, des saisons ou pour les résidences secondaires. En clair, le prix de l'eau augmenterait à partir de certains seuils pour pénaliser les gros consommateurs. En contrepartie, la mise en place d'une tarification sociale devrait être généralisée.

« Il n'y a absolument rien d'obligatoire, de contraignant, les agences de bassin étant seulement "invitées" »

à prendre en compte les incitations aux économies d'eau dans leurs « taux de redevance » pour l'agriculture et l'industrie, regrette Alain Bazot, président d'UFC-Que Choisir.

« Déceptions et oublis »

« Le financement de la politique de l'eau (est) actuellement payé à 86 % via la facture des consommateurs », rappelle-t-il. L'association demande que les agriculteurs paient pour la dépollution d'eau potable.

Le gouvernement souhaite aussi améliorer la qualité de l'eau. L'agriculture, avec les pesticides et les nitrates, est la première cause de pollution de l'eau distribuée.

Pour réduire les épandages de produits chimiques à proximité de sources ou de nappes phréatiques

alimentant le réseau d'eau potable, les communes disposeront à l'avenir d'un droit de préemption sur les terres agricoles dans ces zones.

Une autre piste envisagée est de faciliter les usages des eaux de pluie, des eaux retraitées par les stations d'épuration ou encore les eaux domestiques dites « grises » (douche, lavabo, lave-linge...) pour arroser des pelouses.

À partir de 2022, les bâtiments neufs devraient intégrer « une exigence en matière d'économie d'eau ».

Des retenues d'eau pourront être créées, mais uniquement si elles répondent à plusieurs besoins.

Le ministère prévoit également de remettre en état naturel 25 000 km² de cours d'eau, de ren-



François de Rugy. PH. ARCHIVES AFP

forcer des solutions fondées sur la nature et de doubler la superficie des aires protégées de milieux humides.

L'IMAGE DU JOUR

Le stade de foot est détruit

Si vous êtes passé récemment par la piscine X'eau, vous avez pu voir du changement. Le stade de la Belle-Allée, anciennement propriété du club de football, a été rasé. À la place, les engins se relaient pour débiter la construction du nouveau cinéma Galaxy, qui déménagera de Cognac à Châteaubernard. Autrefois programmée pour Noël, l'ouverture est repoussée au printemps 2020. Six salles de dernière génération doivent sortir de terre d'ici là.



PHOTO: G.

LE CHIFFRE DU JOUR

1 050

C'est le nombre d'entrées

qu'a enregistré l'X'eau jeudi. Il s'agit d'un record absolu depuis son ouverture voilà un an. Déjà, mercredi, le précédent record avait été franchi avec 800 personnes. Le complexe aquatique de Grand-Cognac semble donc répondre à une vraie demande de la population.



ARCHIVES LOIC DEQUIER

Le jeu compte quelques racines charentaises

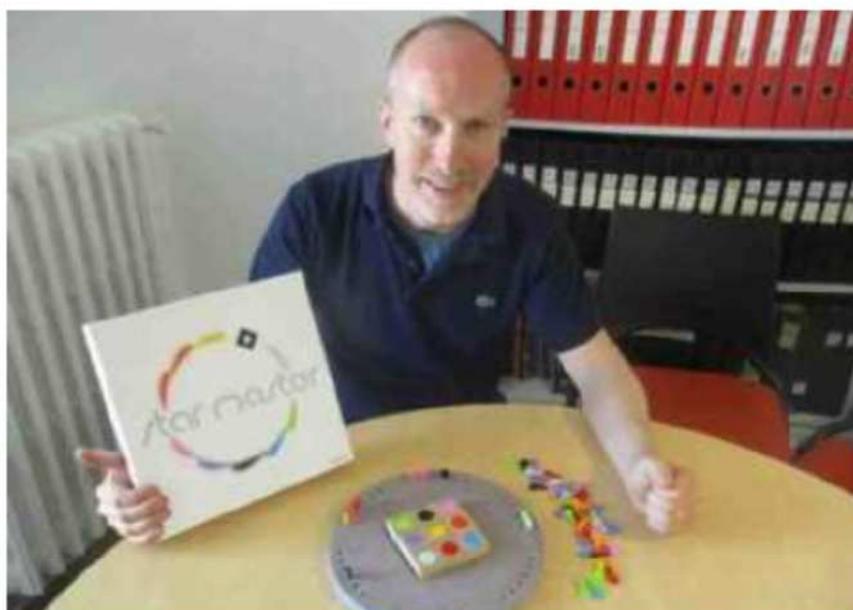
Originaire de Cognac, François Allaigre a créé un jeu de société, Star Master, dont une partie est fabriquée à Varaize (17)

L'été, les vacances sont souvent des moments propices pour se retrouver en famille, entre amis. Et pour créer des instants conviviaux pour quoi ne pas s'asseoir autour d'un jeu de société ?

Justement, on en connaît un, le Star Master. Pourquoi celui-là ? Tout d'abord parce qu'il a été créé par François Allaigre, cognaçais d'origine. « Mon père était pasteur », confie-t-il, aujourd'hui installé vers Saint-Étienne. Ensuite parce que son jeu, 100 % « made in France » est en partie fabriqué – le plateau de jeu en médium gris pour être précis – du côté de Saint-Jean-d'Angély, à Varaize par la société Numéaboïs.

Autant dire que si « Star Master » est né dans le Forez, il porte tout de même quelques couleurs charentaises. « J'ai déjà créé deux ou trois jeux mais c'est le premier qui a été édité à ce jour », indique François Allaigre. Afin d'assurer l'édition et la distribution, il a créé sa société Neurovia, il y a un an et demi, « c'est une SARL familiale ».

Star Master est un jeu de mémoire, tout particulièrement de mémoire immédiate. « J'avais envie de créer quelque chose de différent. C'est un jeu pour toute la famille (à partir de 4 ans, NDLR) sans thématique particulière, et qui



François Allaigre, créateur de Star Master. PHOTO D. F.

peut donc parler à tous. Je l'ai voulu avec des règles simples, une durée de partie rapide (15 minutes maximum) et, en même temps, c'est un jeu complexe », résume François Allaigre. Plutôt satisfait du résultat tant sur le fond que sur le design, « il y a un côté ludique mais aussi pédagogique. Il peut être utilisé dans les écoles. Ça se rapproche de la méthode Montessori, apprendre en jouant ».

Le jeu (jusqu'à 6 joueurs) ? Sur le plateau, on dispose neuf clubs de couleur. « C'est le nombre maximal que la mémoire immédiate peut enregistrer. » Les joueurs ont une minute pour mémoriser les emplacements. Les cubes sont retournés et il s'agit alors de retrouver les emplacements des couleurs. Un dé détermine la couleur à trouver, un

second si un seul joueur joue ou tout le monde. Une bonne réponse permet d'avoir un pion et le premier à six a gagné, « mais attention, à chaque pion gagné, la position du club de couleur retrouvé est intervertie avec un autre cube », prévient François Allaigre. Outre la mémoire, la rapidité, la concentration et un certain sens tactique sont sollicités.

Depuis un an et demi, 2 500 exemplaires de Star Master ont été vendus. On peut trouver le jeu (39 €) chez Nature et Découvertes, dans 28 boutiques de jeux indépendantes en France ainsi que par le réseau Oika-Oika, leader de la vente de jouets à domicile.

Didier Faucard

Neurovia, tél. 06 38 57 93 72
ouneurovia@orange.fr

Centrale photovoltaïque : 1 million d'euros récoltés

NERSAC La collecte du financement participatif de la centrale a été bouclée en trois mois

Le financement participatif a le vent en poupe. Et à Nersac, c'est la transition énergétique qui en profite. Après trois mois de collecte, l'objectif de 1 049 000 euros recherchés a été atteint. Un record pour un financement participatif organisé à l'échelle locale. Les citoyens ont pu investir dans la centrale solaire au sol implantée à Nersac et actuellement en construction.

Du 12 mars au 12 juin, les Charentais mais aussi les habitants des cinq départements limitrophes (Charente-Maritime, Dordogne, Deux-Sèvres, Vienne et Haute-Vienne) ont été sollicités pour financer la construction de la centrale solaire.

Lendopolis, une société spécialisée dans le financement participatif aux entreprises, a mis en place un système d'investissement attractif. L'opération a été effectuée sous la forme d'obligations convertibles, permettant aux contributeurs de profiter d'une partie des bénéfices économiques réalisés par la centrale. Les personnes qui ont participé au financement profitent d'un taux d'intérêt de 5,5 % par an sur quatre ans. À la fin des quatre années, elles récupèrent l'intégralité de leur investissement, est-il promis...

Ce système a permis de recueillir de grosses sommes puisque seulement 109 personnes ont



La centrale photovoltaïque de Nersac devrait permettre d'alimenter près de 4 500 foyers en énergie renouvelable. PHOTODR

permis d'atteindre le million d'euros recherché. La somme moyenne investie par les contributeurs est de 9 600 euros.

Alimenter 7 % de la population

Le projet représente au total 13,4 millions d'euros d'investissement. Le financement participatif n'aura donc permis de payer qu'une petite partie de la construction. Mais la somme recueillie demeure plus qu'honorable puis-

qu'il s'agit du plus gros montant jamais collecté de manière participative sur un tel projet.

La construction de la centrale photovoltaïque s'inscrit dans l'objectif Territoire à énergie positive (Tepos) fixé par Grand-Angoulême. Il prévoit de répondre aux besoins énergétiques de l'agglomération par la production d'énergies renouvelables d'ici 2050. La centrale de Nersac devrait produire chaque année l'équiva-

lent de la consommation électrique de 4 500 foyers, de quoi alimenter 7 % de la population du Grand-Angoulême.

Localisée sur le site d'une ancienne carrière d'argile à ciel ouvert, la centrale permet de réhabiliter et de revaloriser un lieu laissé à l'abandon, tout en œuvrant pour la transition énergétique. La date de mise en service de la centrale sera fixée cet été.

Chloé Giraud

L'ancienne décharge enfin nettoyée

CHÂTEAUBERNARD Les déchets d'un ancien circuit de karting ont été déblayés par des personnes condamnées à des travaux d'intérêt général. Norauto assure le recyclage des pneus

Jonathan Guérin
j.guerin@sudouest.fr

L'endroit est très peu connu dans le coin. Une parcelle de vignes à Châteaubernard, en face de la piste de la base aérienne, le long de la route de Segonzac. C'est là, au lieu-dit les Coudres, qu'était installé, voilà plusieurs années, un circuit de karting (sur les anciennes pistes allemandes). « Je crois qu'il a été actif jusqu'au début des années 1980 », se souvient le maire Pierre-Yves Briand. Aujourd'hui, il reste le sol en béton, étrangement vieilli au milieu des vignes. Et surtout des pneus. Une montagne ! Il s'agit des pneus qui entouraient le parcours. « Depuis des années, les gens nous demandaient ce que nous allions en faire, indique le premier édile. Mais on n'y pouvait rien, car c'est une propriété privée. Et comme c'était laissé à l'abandon, les gens ont commencé à laisser des déchets. Et plus c'est sale, plus les gens sont tentés d'en rajouter. Au final, ça a traîné pendant des années et on ne savait plus par quel bout le prendre ! »

Des condamnés pour nettoyer

C'est ainsi que le site est devenu une verrue, dans un paysage pourtant formidable. Et finalement, la situation s'est débloquée voilà plusieurs mois. D'abord avec le Service pénitentiaire d'insertion et de probation (Spip). Châteaubernard a l'habitude de confier des missions à des personnes condamnées à des travaux d'intérêt général. Tout naturellement, le Spip et la mairie ont confié le soin de démanteler les pneus à quatre volontaires. « Ça n'a pas été facile car les pneus étaient liés entre eux par des boulons », raconte Fabrice Simon, le directeur du Spip de la



C'est au lieu-dit les Coudres que se tenait un circuit de karting. Les lieux, laissés à l'abandon, se sont transformés en décharge sauvage. Norauto a proposé de recycler les pneus. PHOTO J.G.

Charente. L'opération a eu lieu au mois de novembre, pendant deux semaines. « Ce sont des gens

« On travaille dans une industrie polluante, donc on fait tout pour dépolluer au maximum »

qui ont eu une condamnation pénale, poursuit Fabrice Simon. Ça s'est très bien passé. On est au cœur de notre philosophie : rendre service à la communauté. Purger une peine qui est utile, cela est socialisant et responsabilisant. Pour l'image de soi, c'est aussi important, car on con-

tribue au développement durable. Tout en contribuant à la réinsertion. »

Norotau valorise les déchets

Voilà pour le volet social. Mais que faire des pneus ainsi récoltés ? C'est à ce moment qu'est arrivée l'entreprise Norauto. Elle a offert de déblayer les déchets, via une filière de revalorisation. « Ce genre de projet est inédit pour nous », avoue Xavier Pajot, chargé d'expansion. « Chez nous, on peut déposer les batteries et les autres déchets des voitures, pour recyclage. On s'est dit qu'on pouvait faire pareil ici. »

Et tout cela gratuitement. « Ça nous coûte même de l'argent, pré-

cise Xavier Pajot. Mais ça fait partie de notre philosophie. Les batteries et les cartons, cela nous rapporte. Recycler les pneus ici, cela n'est pas rentable. Toutefois, c'est notre mission, notre ADN. On travaille dans une industrie polluante, donc on fait tout pour dépolluer au maximum, pour la planète. Maintenant, on aura la satisfaction d'avoir éliminé une décharge sauvage. » Depuis le début de la semaine, les pneus sont en train d'être évacués. Ils finiront dans une usine de valorisation de matières énergétiques, soit dans des cimenteries, soit sous forme de divers granulats. Cette vendange d'un genre un peu particulier a été bien riche...

Le harcèlement combattu à l'Assemblée

DÉPUTÉS En lien avec les révélations de « Sud Ouest », l'Assemblée nationale se penche sur les problèmes de harcèlements des attachés parlementaires

« Ya-t-il un problème avec la députée Marsaud », s'interrogeait « Sud Ouest » le 22 juin dernier. Nous révélions alors que trois anciens collaborateurs de Sandra Marsaud alléguaient de faits proches du harcèlement moral.

Des faits repris par le quotidien « Le Monde », en date du 1^{er} juillet. Le journal du soir révèle que deux députés ont remis un rapport sur les conditions de travail des assistants parlementaires. « Les risques psychosociaux et le harcèlement

existent à l'Assemblée nationale ! Les ors de la République n'en sont malheureusement pas exempts », déclare Michel Larive, député La France insoumise d'Ariège, dans un rapport écrit avec Jacqueline Maquet, députée LaREM du Pas-de-Calais, remis mercredi dernier au bureau de l'Assemblée, à la demande de son président Richard Ferrand.

Ce document propose la mise en place d'une cellule d'accueil et d'accompagnement des victimes

de harcèlement. « Le Monde » dévoile également la systématisation des formations aux risques psychosociaux. Deux groupes parlementaires (LFI et LaREM) testent actuellement des formations au management pour leurs députés.

Quant aux auteurs du rapport, ils suggèrent de renforcer les sanctions quand un député est reconnu coupable de harcèlement. Ce qui arrive rarement, vu l'omertà qui règne au Palais Bourbon.

J. G.



Le harcèlement des assistants parlementaires est une vraie problématique. ARCHIVES « 50 »

Vente d'été chez Emmaüs

CHÂTEAUBERNARD La Communauté Emmaüs organise une vente d'été, avec animation musicale, sur deux jours, vendredi 5 juillet de 14 heures à 17 h 30 et samedi 6 avril, de 10 heures à 17 h 30 en continu, dans ses nouveaux locaux du 77 bis avenue d'Angoulême à Châteaubernard. On pourra y trouver des meubles, vêtements et chaussures pour adultes et enfants, du linge de maison, des tissus (en rouleaux et/ou en coupons), de la maroquinerie, des équipements de puériculture, des jouets, de la vaisselle, de l'électroménager, télé, hi-fi, luminaires, des livres, disques (vinyles, CD), du matériel d'activités de plein air... Sans oublier, comme toujours, quelques « trouvailles » pour celles et ceux qui prendront le temps de chiner sur l'ensemble de la salle de vente et du bric-à-brac extérieur, tout spécialement achalandés pour l'ouverture de ce nouveau site, plus spacieux, avec des facilités de stationnement. Un acte concret de solidarité en faisant de bonnes affaires.

Un jeu autour de la parentalité

INFO16 Parce qu'être parent n'est pas un jeu d'enfant, le Bureau d'information jeunesse et Point info famille invite les parents à participer, mercredi 3 juillet (10 heures), à l'animation autour du jeu « Chemins de parents ». Un moment d'échanges et de réflexion sur la vie de famille, gratuit et ouvert à tous sur inscription auprès d'Info 16, 53 rue d'Angoulême. (Tél. 05 45 82 62 00).



Ce petit village a reçu un investissement de 500 000 euros pour réaménager l'aire des Trois Pierres. PHOTO: J.G.

Une aire de loisirs à un demi-million d'euros

Qui a dit que les territoires ruraux étaient abandonnés ? Angeac-Champagne, en tout cas, ne peut pas se plaindre. La ville aux 500 habitants a reçu un investissement de 500 000 euros ! C'est le coût de la réfection de la base de loisirs (financée par Grand-Cognac, l'État, le Département, la Région et l'Europe).

Le site des Trois Pierres a été inauguré vendredi dernier. Cela fait des années que le maire, Gérard Faurie, avait ce projet. « Pour nous, le coût de l'opération équivaut à un an de budget de la commune », précise le premier magistrat.

Trois jardins sensoriels

Autrefois porté par la Communauté de communes de Grand-Champagne, le projet est revenu à Grand-Cognac lors de la fusion en

janvier 2017. Depuis, les travaux sont allés bon train. Une microstation d'épuration pour l'assainissement a été construite, du mobilier limitant l'impact sur l'environnement a été implanté.

Pour les promeneurs, la particularité de ce site en bord d'eau réside dans ses trois jardins sensoriels. L'un porte sur les sons, l'autre sur le toucher et le dernier sur le goût. De plus, un sentier adapté aux handicaps permet d'accéder à l'ensemble du site.

La partie sud de la base de loisirs comporte un terrain de tennis, un terrain de volley et un grand terrain de pétanque.

C'est aussi dans cette zone que l'on retrouve une aire de pique-nique, des emplacements de stationnement et une aire de vîdange pour les camping-cars.

Jonathan Guérin

« Mademoiselle » sur son vélo kamishibaï !

En pleine canicule, l'espace ombragé, à l'entrée de la médiathèque, est devenu l'espace providentiel pour accueillir « Mademoiselle ». Le vocabulaire est châtié, le rouge est sa couleur préférée, Mademoiselle est venue avec son vélo kamishibaï d'après-guerre conter des histoires tout en drôlerie. Mercredi 26 juin, la médiathèque recevait Aurélie Desert de la compagnie Pas folle la guêpe de Pessac (Gironde) et son dernier spectacle né « Mademoiselle ».

Un théâtre venu du Japon

La jeune femme, intermittente du spectacle, s'épanouit dans tous les genres théâtraux. Cette fois-ci, c'est le théâtre de rue qui avait la part belle : « Cela crée une relation avec le public. » Bien qu'occupée à se faire succéder les planches numérotées de chacune de ses histoires, Aurélie De-



Mademoiselle (Aurélie Desert) jette son dévolu sur les lunettes rouges d'une spectatrice. PHOTO S.B.

sert sait rester attentive à son jeune public, et improvise sans cesse : « Je n'aime pas trop faire semblant de ne pas les entendre. » La magie du kamishibaï que nous déroule la comédienne peut alors opérer. « Cela vient du Japon, c'est le précurseur du manga. Le con-

teur allait de ville en ville et tapait avec deux bouts de bois pour ramener les gens. La femme du conteur vendait des bonbons à la fin de l'histoire. » Particularité : « Le conteur ne finissait jamais son histoire afin de créer l'addiction... »
Sandra Balian

Création d'une double police fiscale

FRAUDE La police judiciaire se dote d'une nouvelle sous-direction, dédiée à la délinquance financière



La réforme se veut davantage qu'une simple évolution de la gouvernance. PHOTO THEILLET LAURENT / «50»

Depuis hier, les limiers de l'investigation financière ont quitté le giron de la sous-direction de la lutte contre le crime organisé et la délinquance financière (SDLCODF).

Une séparation qui ne vaut pas divorce, ni retour à un fonctionnement de ces deux services dans une organisation en « tuyaux d'orgue », appuie Thomas de Ricolfis qui dirigera la nouvelle sous-direction.

Cette nouvelle sous-direction doit en revanche donner davantage de « visibilité » à la filière, fait valoir celui qui pilotait jusqu'ici l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCIFF).

Créé en 2013, cet office est l'un des deux piliers du nouvel ensemble avec l'Office central pour la répression de la grande délinquance financière (OCRGDF).

Souvent présenté comme le « bras armé » du parquet national financier dont il est le principal service enquêteur, l'OCLCIFF et ses brigades ont acquis leurs lettres de noblesse en menant de front de retentissantes affaires politico-financières, de lutte contre la fraude ou la corruption.

Moins connu du grand public, l'OCRGDF n'en mène pas moins de grandes enquêtes : du blanchiment du trafic de stupéfiants aux fameuses « arnaques au président ».

En tout, ce sont quelque 200 personnes qui composeront la nouvelle sous-direction. Avec l'horizon de grimper à « 250/260 personnes », avance M. de Ricolfis.

Un objectif qui ne serait pas un luxe pour la « Financière ». Selon

un référé de décembre 2018, la Cour des Comptes estime ainsi que l'OCLCIFF est « saturé ». Souvent complexes, le nombre de dossiers en cours par enquêteur à l'office s'élevait à 5,2 en 2018 contre 1,8 en 2013. À l'OCRGDF, il s'élevait à 7,2 par enquêteur l'année dernière.

« Sentiment d'impunité »

Entre 2013 et 2018, la délinquance financière au sens large a augmenté de 20 %. L'année dernière, près de 408 000 faits ont été recensés par les services police et de gendarmerie.

« On ne lutte pas tant contre le sentiment d'insécurité mais davantage contre le sentiment d'impunité que peut ressentir le citoyen », ajoute Thomas de Ricolfis.

« C'est une thématique qui a besoin d'être reconnue comme une spécificité de la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) », complète-t-il.

Le message est adressé aux partenaires extérieurs de la PJ comme la Justice ou les grandes instances internationales.

Mais l'annonce de cette sous-direction doit aussi résonner au sein de la maison police.

À l'heure où les métiers de la PJ attirent moins, l'initiative n'est pas superflue. Elle se veut aussi une réponse de l'institution au malaise inédit exprimé par les policiers de la « Financière » en mars 2017 sur fond de manque de moyens et d'attaques à répétition lancées par des candidats à la présidentielle mis en cause dans les affaires.